Haïti : «Lekol pou yo tou» poursuit sa mission

Installé sur le campus de Bolosse, dans le Sud-Est de Port-au-Prince, depuis 1956, le Collège évangélique Maranatha a dû quitter ses locaux face à la violence des gangs. Il accueille désormais les élèves dans des bâtiments édifiés dans un autre quartier, sur des terrains achetés grâce à des dons. Le Collège Maranatha est membre de la FEPH, une fédération de 3000 écoles qui est partenaire de la Plateforme Haïti, dont fait partie le Défap.



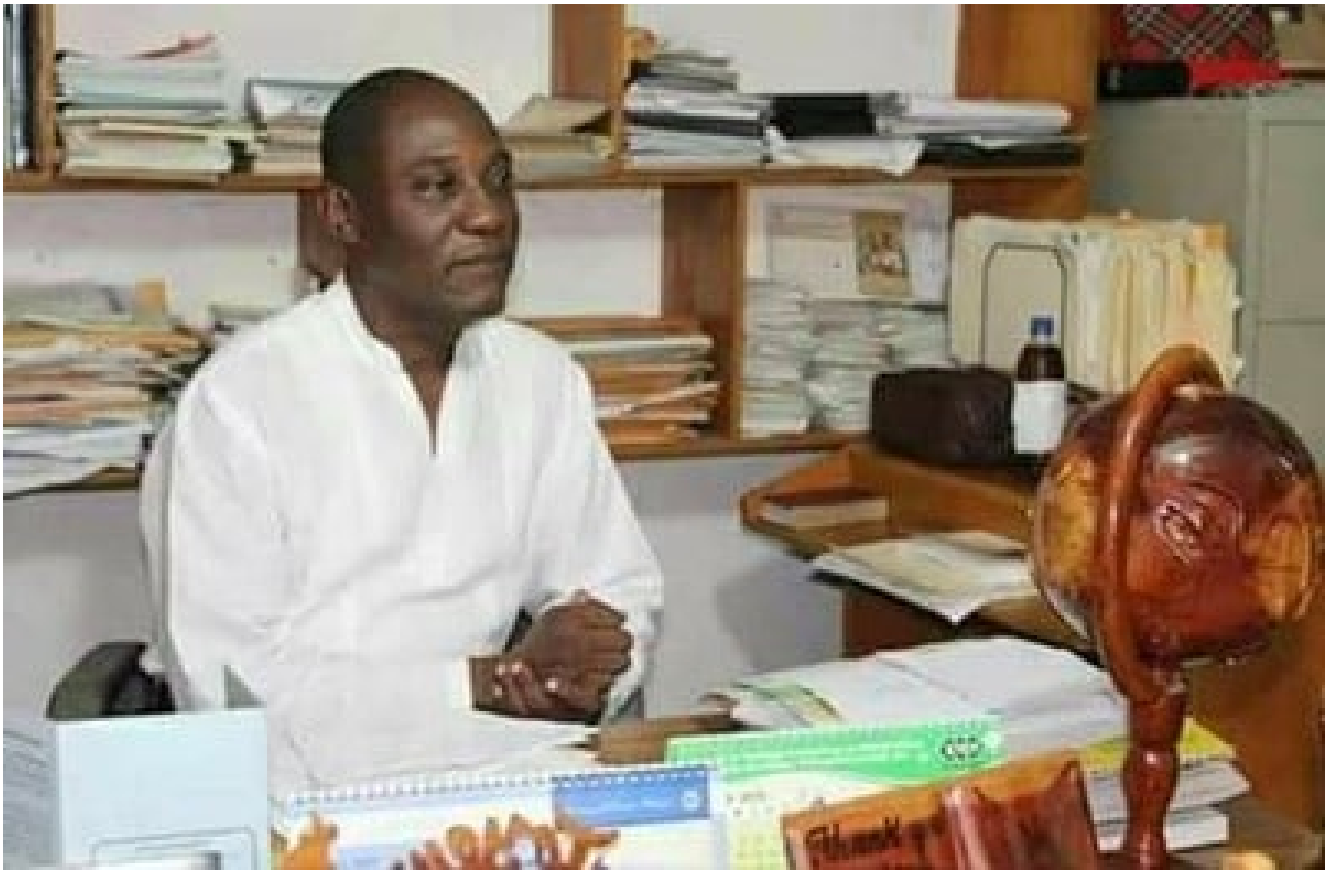
Le collège évangélique Maranatha © Mission Biblique

Le déménagement avait été préparé, des terrains acquis dans un autre quartier de Port-au-Prince pour y construire des bâtiments provisoires afin d'accueillir la section secondaire de l'école à la rentrée scolaire 2020-2021, le 16 novembre ; mais le départ du Collège évangélique Maranatha, forcé de quitter le campus de Bolosse, n'en a pas moins été un symbole

douloureusement ressenti. Cet établissement, membre de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti, partenaire de la Plateforme Haïti, dont fait partie le Défap, était présent dans cette partie de la capitale haïtienne depuis 1956 ; mais la situation y était devenue intenable.

«Nous sommes entourés de cinq gangs armés qui s'affrontent régulièrement, à savoir Fort-Mercredi, Grand-Ravine, Ti-Bois, Baz Pilate et le Bicentenaire. Nous sommes en difficulté depuis le mois de mars. Lorsque ces groupes armés lancent les hostilités, le collège n'est pas épargné par les projectiles», a expliqué Armand Louis, directeur du Collège évangélique Maranatha, dans les colonnes du Nouvelliste, quotidien haïtien de référence. Et de même que l'école, le STEP (Séminaire théologique de Port-au-Prince), dépendant comme elle de l'UEBH (l'Union évangélique baptiste d'Haïti) a dû plier bagage : le STEP était présent pour sa part depuis 1942. Lors d'une conférence de presse, le Dr Jacques Louis, président de l'UEBH, a expliqué avec amertume : «Face à l'évolution de la situation dans la zone surtout ces derniers jours, l'UEBH se trouve dans l'obligation de stopper toutes ses activités sur le campus de Bolosse (…) Nos actions sociales dans la zone comme la clinique mobile, l'alphabétisation, le crédit, la construction et la réparation de logements dans la communauté sont aussi à l'arrêt. La situation qui se développe ne favorise pas la transformation de la vie, mais elle détruit des vies». Auparavant, une école catholique avait elle aussi été contrainte d'abandonner le quartier, laissé aux mains des gangs, et dont les accès ont été coupés par des blocs de béton placés sur les principales routes.

Les visites de partenaires étrangers bloquées



Le directeur du collège Maranatha, Armand Louis © Mission Biblique

Le Collège Maranatha était jusqu'alors implanté au Sud-Est de Port-au-Prince, dans un secteur boisé surplombant le quartier de Grande-Ravine, lieu gangréné par des gangs rackettant impunément la population. L'école entretenait ainsi un témoignage essentiel dans une partie très défavorisée de Port-au-Prince, tout en étant elle-même relativement épargnée par les gangs. Mais il y a trois ans presque jour pour jour, c'est l'école elle-même qui s'est retrouvée directement frappée par la violence lorsqu'une opération antigang de la police s'est transformée en fusillade, se traduisant par plusieurs morts au sein de l'équipe éducative et des élèves du Collège Maranatha ; quant au directeur, Armand Louis, il avait été rendu responsable par la police de l'échec de l'opération, et incarcéré ; incarcération à laquelle avait rapidement mis fin une mobilisation d'une large partie du protestantisme haïtien, avec le soutien du ministère de l'Education. Mais à la suite de ces violences, le Collège Maranatha avait subi un pillage en règle. Et dès lors, la tension était restée permanente :

une cérémonie de commémoration organisée un an plus tard, en présence d'élus et de représentants de partenaires étrangers, avait ainsi été interrompue par des actions de gangs visant le Collège Maranatha.

L'école pâtit en outre d'une dégradation de la situation sociale qui n'épargne aucun aspect de la vie quotidienne en Haïti ; car depuis le début des manifestations lancées pour réclamer le départ du président Jovenel Moïse suite au scandale Petrocaribe, le pays tout entier s'est enfoncé peu à peu dans une crise dont les opérations «Lockdown» (blocage de toutes les activités d'Haïti par des manifestants) n'étaient que la pointe émergée. Les pénuries se sont aggravées, touchant les biens les plus essentiels (nourriture, électricité, carburant), pendant qu'une inflation galopante faisait plonger une grande partie de la population dans la grande pauvreté, et que le niveau d'insécurité ne faisait que s'accroître. L'arrivée du Covid-19, même si le pays n'est pas parmi les plus touchés, n'a fait qu'accroître les difficultés et les inégalités. Une situation qui empêche, depuis de nombreux mois, les visites de partenaires étrangers : les missions prévues par le Défap dans ce pays sont ainsi suspendues.

Le Collège Maranatha reste un maillon essentiel



Une école d'Haïti après le passage de l'ouragan Matthew, dont la réhabilitation a été financée par le protestantisme français © Laura Casorio pour Défap

Et c'est justement dans un tel contexte que les écoles, comme le Collège Maranatha, ont un rôle crucial à jouer : car pour faire face aux multiples maux de la société haïtienne, qu'ils soient politiques, économiques, sociaux ou de santé, l'éducation est primordiale. Comme le souligne Laënnec Hurbon, docteur en sociologie à la Sorbonne, directeur de recherche honoraire au CNRS et membre fondateur de l'Université Quisqueya à Port-au-Prince, «avec un taux d'analphabétisme de 50% (…) le niveau de l'éducation formelle en Haïti est si bas qu'on peut difficilement parvenir à mettre le pays sur les rails du développement (…) Seules 10% des écoles sont publiques, triste record pour un État indépendant depuis plus de deux siècles. Dans le même temps, le secteur éducatif est gangrené par la corruption.» Selon les chiffres de la Banque

Mondiale, plus de 200.000 enfants ne sont pas scolarisés ; non seulement les écoles publiques sont une petite minorité, mais en outre le niveau général est tellement faible que moins de 5% d'une classe d'âge obtient le bac.

L'éducation, en Haïti, fait donc elle aussi partie des secteurs sinistrés. Et pourtant, comme le souligne Laënnec Hurbon, «un chemin existe pour le développement d'Haïti : il passe par la mise en place d'une éducation formelle de base identique pour tous les Haïtiens.» Précisément, face à ces lacunes éducatives, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (dont fait partie le Collège évangélique Maranatha), revendique grâce à son réseau la scolarisation de 300.000 enfants, avec une qualité d'enseignement reconnue. Elle est soutenue directement par le Défap et fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique. Ainsi, après le passage destructeur de l'ouragan Matthew sur Haïti en 2016, trois écoles avaient été réhabilitées avec un financement direct de la fondation du protestantisme.

Au-delà du triste symbole que représente son déménagement forcé, le Collège évangélique Maranatha reste donc un maillon essentiel. Dans ses lettres de nouvelles, la Mission Biblique, membre de la Plateforme Haïti qui entretient les liens les plus réguliers avec l'école, se félicite ainsi des dons reçus qui ont permis d'acheter des terrains et de lancer les constructions nécessaires pour accueillir élèves et enseignants dans un autre lieu que le campus de Bolosse ; elle rappelle aussi qu'en dépit des difficultés, les objectifs de réussite de l'école ont été atteints à plus de 90% au cours de l'année scolaire 2019-2020.

Haïti au cœur des préoccupations du Défap



La papaye, ressource agricole en développement en Haïti

Le Défap est engagé en Haïti au moyen d'une Plateforme dédiée, mise en place par la Fédération protestante de France en lien avec celle de Haïti et coordonnée par le Défap. Elle est composée de tous les acteurs qui interviennent sur le terrain, à savoir notamment la Fondation La Cause pour les orphelinats, le SEL (service d'entraide s'occupant notamment de parrainage d'enfants), la Mission biblique (liée à l'Union des Églises baptistes sur place), ADRA et le pasteur de l'Église du Nazaréen, paroisse composée par des Haïtiens installés en

France, en lien étroit avec une Église homologue en Haïti. Cette Plateforme est un lieu de rencontre et de coordination.

Mise en place entre 2007 et 2008, cette Plateforme a été particulièrement efficace lors du séisme de janvier 2010. Les conséquences de cette catastrophe ne sont pas encore totalement résorbées, les pertes humaines ayant été très élevées et nombre d'infrastructures fortement endommagées. La Plateforme continue donc son travail, sous l'égide du Défap et en toujours en lien avec les structures protestantes haïtiennes, en particulier avec la Fédération des écoles protestantes d'Haïti (FEPH). De nombreux projets sont encore actifs et suivis. En 2010, les protestants avaient donné plusieurs centaines de milliers d'euros pour relancer les activités économiques et les écoles.

Les liens présents entre les partenaires au moment du séisme avaient permis de recevoir des informations nombreuses et fiables, avec pour résultat la conception un plan d'intervention correspondant exactement aux besoins des Églises sur place. Une délégation s'était d'ailleurs immédiatement rendue dans le pays avec pour mission de mettre en route des programmes d'urgence, certes, mais aussi destinés à être concrétisés dans la durée. Les institutions ecclésiales ne sont pas spécialisées, en général, dans les actions d'urgence, mais elles se sont mobilisées et sont parvenues à se coordonner de façon notablement efficace. Grâce au pasteur Philippe Verseils, envoyé à Port-au-Prince durant deux ans, qui s'est occupé de leur gestion, les fonds ont été employés au mieux.

Considérée comme « zone rouge » par le ministère français des Affaires étrangères, c'est-à-dire comme un pays où l'on ne doit pas se rendre sauf nécessité absolue, Haïti ne peut plus recevoir d'envoyés. L'insécurité et la violence en ville deviennent difficiles à supporter y compris par la population locale : baisses drastiques des approvisionnements en carburant et même en vivres, délestages en électricité,

criminalité galopante, la grogne sociale monte et explose sporadiquement en manifestations de rue, durement réprimées.

Le Défap continue à faire fonctionner la Plateforme, qui se concentre sur son soutien aux institutions locales. La force de l'engagement et leur dévouement est remarquable : lors de son Assemblée générale, la Fédération haïtienne des écoles protestantes a validé un plan stratégique visant à renforcer les capacités d'accueil des écoles et la formation continue. L'éducation est cruciale en Haïti, la formation des futurs citoyens restant l'une des clefs les plus prometteuses pour améliorer à la fois la société et la vie des hommes. La mise à niveau des enseignants doit donc être soigneusement suivie. La Plateforme, faute de pouvoir envoyer des jeunes volontaires, s'occupe de récolter des fonds pour aider cette institution.

Haïti par les livres

Par ses tensions et sa complexité, la situation haïtienne peut susciter le découragement. Or c'est précisément dans des périodes comme celle que connaît le pays actuellement que se fait le plus ressentir le besoin de partenariats solides ; précisément quand l'insécurité pousse bailleurs de fonds et organismes internationaux à se mettre en retrait… Les relations entre protestants de France et d'Haïti sont établies de longue date et la Plateforme Haïti, pilotée par le Défap sous l'égide de la Fédération Protestante de France, en est une des illustrations les plus visibles. Alors, pour voir Haïti autrement, à travers sa créativité, sa pugnacité, sa soif de vie, toutes ces

richesses que les troubles ne peuvent pas éteindre, rien de tel que de se plonger dans un grand bain de littérature haïtienne. Et pour cela, rendez-vous les 30 novembre et 1er décembre à la mairie du 15ème arrondissement de Paris, pour la 6ème édition du salon du livre haïtien. Avec comme invité d'honneur l'écrivain Dany Laferrière, personnalité emblématique de la littérature haïtienne, membre de l'Académie française.



Non, tout ne va pas mal en Haïti. Il n'y a pas que la situation sociale et politique chaotique, les catastrophes naturelles (séismes ou tempêtes), la pauvreté et les difficultés quotidiennes de toute la population. Il y a aussi une énergie et une créativité qui ne se démentent jamais, une volonté de vivre et d'exister, et beaucoup de choses à dire, à nous dire… Cet article se veut un peu un contrepoint à celui, récemment publié sur le site du Défap, qui présentait les évolutions récentes de la situation sociale et politique en

Haïti. Sans nier les grandes difficultés dans lesquelles est plongé Haïti aujourd'hui, et qui vont jusqu'à bloquer des projets en cours et retarder des rencontres entre partenaires, il vous incite à découvrir Haïti autrement… à travers les livres.

Et pour cela, rien de tel que de s'y plonger… en se rendant les samedi 30 novembre et dimanche 1er décembre à la mairie du 15ème arrondissement de Paris, pour participer au prochain salon du livre haïtien. Cette 6ème édition, organisée par l'association Haïti futur en partenariat avec les éditions Zellige et la librairie Le Divan, présentera un large choix d'ouvrages reflétant la vitalité de la création littéraire haïtienne et francophone des Amériques sous le thème : «Haïti, des Amériques à l'Afrique».

Rencontres, tables-rondes, dédicaces et vente d'artisanat haïtien

La programmation fera la part belle à des rencontres, des tables-rondes et des séances de dédicaces, prévues durant tout le week-end. Avec comme invité d'honneur l'écrivain Dany Laferrière, personnalité emblématique de la littérature haïtienne, membre de l'Académie française, où il est l'une des deux seules personnalités à avoir ainsi été distinguées sans avoir jamais eu la nationalité française (avec Julien Green). Et avec aussi l'écrivaine, dramaturge, essayiste et poétesse haïtienne Evelyne Trouillot, dont le premier roman Rosalie l'infâme vient d'être réédité par Le Temps des Cerises. Ou encore le journaliste Hérold Jean-François, directeur de la station Radio Ibo et auteur de plusieurs essais de sociologie politique particulièrement éclairants sur l'histoire récente d'Haïti. De nombreux autres auteurs viendront dédicacer leurs ouvrages : Pascal Adrien, Marc Alexandre Oho Bambe dit Capitaine Alexandre, Maggy Belin Biais, Mario Blaise, Yves Chemla, Jorchemy Jean-Baptiste, Alain Liautaud…



Image de l'édition 2018 du salon du livre haïtien : séance de dédicaces de Gary Victor, invité d'honneur © DR

Rencontres et tables rondes seront animées par Eric Fottorino, cofondateur de l'hebdomadaire Le 1, romancier et essayiste, qui fut directeur du quotidien Le Monde de 2007 à 2011 ; Philomé Robert, journaliste et présentateur sur la chaîne de télévision France 24 ; Yves Chemla, critique littéraire et docteur de l'université de la Sorbonne, auteur de Littérature haïtienne 1980-2015 ; Florence Alexis, ingénieure culturelle, archiviste et curateure, fille de l'écrivain et résistant Jacques Stéphen Alexis, et Brice Ahounou, passeur d'images, anthropologue et journaliste franco-béninois, spécialiste d'Haïti.

À noter aussi l'expo-vente d'art et d'artisanat haïtien qui est devenue un rendez-vous incontournable pour les amateurs de culture haïtienne. Vous pourrez ainsi découvrir une formidable variété de produits mettant en valeur la créativité et le savoir-faire haïtien: fers sculptés, tableaux, vêtements,

bijoux et produits issus du commerce équitable… Rendez-vous dès le 30 novembre à la mairie du 15ème arrondissement de Paris, 31 rue Péclet (Métro Vaugirard, bus 39, 70 80 et 88). Entrée libre.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**
• le **Service protestant de mission – Défap**
• la **fondation La Cause**
• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**
• **ADRA-France**
• l'**Église du Nazaréen**
• **Réforme**



Nouvelles d’Haïti en crise

Depuis deux mois, les manifestations se succèdent à Port-au-Prince et dans les principales villes du pays, envahies par les barrages, minées par l’insécurité et en proie aux pénuries – nouvel épisode du mouvement de contestation qui réclame depuis plus d’un an le départ du président Jovenel Moïse. Le Défap, en lien avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l’évolution de la situation.



Une rue de Port-au-Prince, novembre 2019 © DR

Une Église envahie par des manifestants en plein culte : c'est la scène qui s'est produite, ce samedi 2 novembre, à Carrefour Poy, à une cinquantaine de kilomètres au nord de Port-au-Prince, la capitale d'Haïti. Des protestataires réclamant la démission du président de la République Jovenel Moïse ont investi l'Église Adventiste Éphèse d'Arcahaie. Si, aux dernières nouvelles, l'incident n'a pas fait de blessés, il témoigne du degré de tension que connaît aujourd'hui l'ensemble de la société haïtienne, au deuxième mois d'un nouveau pic de mobilisation contre le président haïtien.

Haïti, l'un des pays les plus pauvres de l'hémisphère occidental, a toujours du mal à se remettre du séisme d'une magnitude de 7,0 qui a tué plus de 100.000 personnes et laissé environ deux millions d'Haïtiens sans toit en 2010. À la suite de cette catastrophe, une épidémie de choléra – malencontreusement propagée par des casques bleus de l'ONU justement envoyés pour aider la population – a tué environ 10.000 personnes. Depuis lors, Haïti a connu des tempêtes et des inondations tragiques : en 2016, l'ouragan Matthew a détruit 90% des bâtiments situés le long de la côte sud du pays et causé des dommages matériels évalués à 1,9 milliard de

dollars. La société haïtienne est tout aussi sinistrée : le taux de chômage est supérieur à 70%, avec un taux d'inflation de 19%, et plus de la moitié des 11 millions d'habitants vivent avec moins de 2,41 dollars par jour.

Le déclencheur de la contestation : l'affaire Petrocaribe

Mais outre la dégradation des conditions de vie, le mauvais état des infrastructures, la mauvaise qualité des services publics et la corruption, une grave crise politique et institutionnelle est venue aggraver les maux de la société haïtienne. Depuis plus d'un an, l'opposition politique réclame la démission de Jovenel Moïse. Les protestations, lancées à l'origine pour dénoncer une hausse du prix du carburant, se sont intensifiées avec la diffusion d'un rapport selon lequel quelque 2,3 milliards de dollars liés à un accord avec Petrocaribe, une alliance pétrolière permettant à certains pays des Caraïbes d'acheter du pétrole du Venezuela en bénéficiant de paiements différés, avaient disparu. L'argent économisé devait servir à financer des programmes sociaux et d'équipement dont la société haïtienne a cruellement besoin. Cependant, peu d'améliorations ont été apportées et le rapport a mis en évidence des détournements de fonds.

Les épisodes de mobilisation se succèdent depuis des mois, entrecoupés de périodes où la tension se transforme en insécurité globale. Au cours de la vague de manifestations qui a repris depuis deux mois, les universitaires, les ouvriers du textile, les artistes, le secteur médical sont tour à tour descendus dans la rue. Après des séries de manifestations massives, qui ont paralysé les principales villes du pays, les protestations ont dégénéré en une tension généralisée qui a vu des barrages s'ériger en plein coeur de Port-au-Prince, des entreprises attaquées et incendiées. Le Nouvelliste, l'un des quotidiens de référence dans le pays, écrit ainsi : «Port-au-Prince ressemble à un champ de ruines. Les activités normales

sont paralysées ou fortement perturbées dans la capitale haïtienne et dans les principales villes de province depuis deux mois. Il ne se passe un jour sans qu'il n'y ait des mouvements de protestation, le plus souvent violents, exigeant la démission du président de la République.»

Les pénuries de carburant ont provoqué des émeutes et ont entraîné une interruption de l'approvisionnement en eau, tandis que les populations ont du mal à trouver du carburant pour leurs générateurs, leurs cuisinières et leurs véhicules. Les manifestants ont aussi obligé nombre d'écoles à fermer. Des barrages routiers et des affrontements entre protestataires et forces de l'ordre ont bloqué des voies d'approvisionnement stratégiques entre Haïti et la République dominicaine voisine, qui a renforcé la sécurité à sa frontière. De nombreuses routes autour de la capitale haïtienne sont devenues impraticables. Les hôpitaux et tout le secteur de la santé pâtissent tout particulièrement des pénuries. Les programmes internationaux d'aide également…

L'aide internationale bloquée

Actuellement, 2,6 millions d'Haïtiens ont besoin d'une aide alimentaire. Le coordonnateur humanitaire de l'ONU en Haïti a évoqué récemment le sort de centaines de milliers de familles auxquelles les organisations humanitaires n'ont plus accès du fait des troubles. Il a notamment parlé de dix-neuf mille enfants souffrant de malnutrition dont les cas nécessiteraient des soins d'urgence. Alors que l'opposition haïtienne s'active pour fournir les noms de possibles candidats au poste de chef de l'État, les États-Unis appellent à un dialogue entre tous les acteurs et à la formation d'un gouvernement comme solution à la crise, et le sous-secrétaire d'État adjoint au Département d'État américain pour l'hémisphère occidental, Jon Piechowski, en a fait un préalable pour toute aide alimentaire – alors qu'une telle aide avait précisément été sollicitée par le président Jovenel Moïse.



L’appel de Religions pour la Paix Haïti © DR

La plateforme Religions pour La Paix Haïti, antenne régionale de Religions for Peace, conférence mondiale de représentants des religions dédiée à la promotion de la paix, a été sollicitée ces dernières semaines par le chef de l’État pour servir de médiateur, mais a refusé d’endosser ce rôle. Toutefois, dans un communiqué daté du 4 novembre, elle invite les protagonistes de la société civile à encourager un dialogue inclusif, en vue d’un dénouement pacifique de la crise actuelle.

Le Défap, en lien notamment avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l’évolution de la situation. Le Défap se tient notamment en contact régulier avec la Mission Biblique, qui développe sur place des projets sociaux, d’enseignement et de santé en partenariat avec l’UEBH (l’Union Évangélique Baptiste d’Haïti), ainsi qu’avec la Fédération des Écoles Protestantes d’Haïti (la FEPH), qui grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation 300.000 enfants.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**

• le **Service protestant de mission – Défap**

• la **fondation La Cause**

• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**

• **ADRA-France**

• l'**Église du Nazaréen**

• **Réforme**

Nouvelles d'Haïti en pleine «Operation Lockdown»

Le pays est paralysé depuis le 7 février par une série de manifestations et de barrages : un mouvement,

baptisé «Operation Lockdown Haiti», qui vise à contraindre le président Jovenel Moïse à la démission. En ce 20 février, la tension commence à peine à décroître et les habitants à ressortir de chez eux. Conséquences directes de cette crise : un blocage de toute l'activité économique et une aggravation des pénuries, qui n'épargnent ni les hôpitaux, ni les écoles. Le Défap, en lien notamment avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation.



Une rue de Port-au-Prince, septembre 2015 @ Défap

À Port-au-Prince, en ce 20 février, beaucoup d'habitants vivent encore cloîtrés à leur domicile. Se déplacer est difficile : les grands axes sont bloqués par des barrages. Depuis le 7 février, et le lancement de «l'Operation Lockdown Haiti» par des manifestants qui réclament la démission du président Jovenel Moïse, tout le pays tourne au ralenti. Même

si les manifestations violentes des derniers jours marquent une accalmie dans la capitale haïtienne, les problèmes récurrents d'approvisionnement rendent le quotidien de plus en plus pesant. Des pénuries de carburant, d'eau, d'électricité… auxquelles s'ajoutent l'inflation qui fait grimper en flèche le prix des denrées de base : il y a quelques mois, un dollar américain équivalait à environ 71 gourdes (la monnaie haïtienne). Maintenant, c'est plutôt 85. Conséquence directe : un paquet de riz qui valait 35 gourdes se vend désormais à 60. Beaucoup d'Haïtiens ne peuvent tout simplement plus se nourrir.

Dans un rapport en date du 17 février, le Bureau des Nations Unies pour la Coordination des Affaires Humanitaires (OCHA) dresse le bilan suivant : «Les blocages des routes, les manifestations et les dommages à certaines infrastructures, mairies, stations services, banques et marchés (le marché de la Croix-des-Bossales à Port-au-Prince a brûlé) ont entraîné l'arrêt partiel ou total des activités économiques (…) et impactent sérieusement le fonctionnement des services publics comme les hôpitaux, les maisons d'enfants, les prisons (…) Les écoles du pays ont été totalement fermées depuis le début de la crise (…) Plusieurs hôpitaux ont alerté l'opinion publique sur leurs difficultés d'approvisionnement (…) et certaines prisons font face à des ruptures de stocks de nourriture ou d'eau, de même que des maisons d'enfants.»

Appels à l'apaisement

Pour aller plus loin :

- *L'actualité du Défap en Haïti*
- *Haïti : les raisons de la crise*
- *PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France*

Le Défap, en lien notamment avec ses partenaires de la Plateforme Haïti, suit de près l'évolution de la situation. La

Mission Biblique souligne ainsi l'étendue des troubles qui, au-delà de la capitale Port-au-Prince, paralysent les principales villes du pays : «Dans le Nord à Port-de-Paix *[région déjà touchée par un séisme le 6 octobre]*, et Béraca (La Pointe des Palmistes) il n'y a plus de connexion internet depuis plus d'une semaine, les liaisons téléphoniques sont aussi difficiles et le manque de carburant pénalise fortement l'alimentation électrique avec les groupes électrogènes pour l'hôpital Béraca.»

Parmi les partenaires du Défap membres de la Plateforme Haïti, la FEPH (la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti) alerte tout particulièrement sur l'impact de ces troubles sur la scolarité des enfants. «Tous ces évènements, indépendants de la volonté de nos enfants», souligne la FEPH dans un communiqué, «entraînent de graves conséquences dans leur éducation et leur adaptation sociale. Alors que, l'éducation en situation d'urgence, de crise ou de post-crise, est envisagée à la fois comme un « outil de protection des enfants contre toute forme d'exploitations » et un dispositif essentiel pour « répondre aux besoins psycho-sociaux des enfants et véhiculer des messages de paix et de réconciliation », la FEPH lance un vibrant appel aux protagonistes afin de permettre aux enfants de reprendre effectivement le chemin de l'école dans les plus brefs délais.» Elle appelle à «créer un environnement respectueux des droits de l'enfant.»

En ce 20 février, la FEPH a toutefois pu reprendre ses activités et son personnel est en poste. France Volontaires souligne pour sa part que «de plus en plus de voix se font entendre au niveau de la société civile haïtienne pour appeler à l'apaisement», en notant «depuis lundi 18 février, une relative accalmie au niveau des manifestations ainsi qu'une reprise timide des activités sur Port-au-Prince.»

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :

• la **Mission Biblique**

• le **Service protestant de mission – Défap**

• la **fondation La Cause**

• le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**

• **ADRA-France**

• l'**Église du Nazaréen**

• **Réforme**

Haïti : les raisons de la crise

Mouvement de protestation contre la corruption, mais aussi inflation, pénuries d'essence, d'électricité, et

difficultés pour s'approvisionner en denrées de base : telles sont les conditions dans lesquelles se développe la crise actuelle que connaît Haïti.



Pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental et parmi les plus exposés aux aléas climatiques, Haïti connaît depuis longtemps des difficultés pour nourrir ses habitants. Selon la Banque mondiale, 59% de la population haïtienne vit sous le seuil de pauvreté (avec moins de 2,41 dollars par jour) et près d'un Haïtien sur quatre connaît l'extrême pauvreté (moins de 1,23 dollar par jour). Seulement un quart de la population a accès à l'électricité. Le taux de chômage officiel du pays – 30% – est fortement en-deçà de la réalité. En décembre 2018, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies estimait «qu'entre mars et juin 2019, 2,6 millions de personnes seraient en situation de grande insécurité alimentaire, dont 571 000 en urgence alimentaire». Une situation incertaine qu'aggrave encore la crise politique et économique en cours. Le pays connaît en effet une vague de protestation contre le gouvernement, accusé de corruption.

Tout est parti d'un rapport publié en 2017 par le Sénat haïtien, qui accusait des dizaines de responsables gouvernementaux et de chefs d'entreprises privées de détournements durant de nombreuses années, pour un total de 2 milliards de dollars, au détriment de Petrocaribe – un

programme d'aide auquel participent plusieurs pays des Caraïbes dont Haïti, et qui leur permet de s'approvisionner en pétrole venu du Venezuela et vendu à prix réduit. Les fonds disparus auraient dû aller au développement des infrastructures et à la santé, à l'éducation et aux programmes sociaux.

De la hausse du carburant aux manifestations contre la corruption

Pour aller plus loin :
- *L'actualité du Défap en Haïti*
- *PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France*

Les manifestations lancées en protestation contre une hausse de 40% du prix du carburant en juillet 2018 ont marqué le début des troubles actuels. Puis, le 14 août, le cinéaste et écrivain haïtien Gilbert Mirambeau Jr. a publié une photo de lui-même sur les réseaux sociaux, brandissant une pancarte demandant où étaient allés les fonds PetroCaribe, hashtag #PetroCaribeChallenge. Le tweet est rapidement devenu viral, inspirant à la fois la jeunesse haïtienne et la diaspora haïtienne. Des bannières noires ont commencé à être érigées au-dessus des rues de la capitale, Port-au-Prince, demandant «Kot Kòb Petwo Karibe a?» («Où est l'argent PetroCaribe?»)

Le mouvement de protestation a débuté pacifiquement, attirant un nombre croissant de manifestants qui appelaient le gouvernement à une gestion plus responsable, puis poussant des personnalités politiques d'opposition à s'y impliquer à leur tour. Les premiers affrontements ont eu lieu en octobre et novembre. La colère suscitée par la corruption, mais aussi par une inflation dépassant les 15%, des pénuries d'essence et l'échec des promesses gouvernementales d'introduire de l'électricité 24h/24 et de stimuler la production agricole, a

atteint un paroxysme le 7 février. L'opposition a alors lancé une série de manifestations baptisées «Opération Lockdown Haiti». Certains manifestants ont incendié des voitures et pillé alors que la situation en matière de sécurité se détériorait. Au moins neuf personnes ont été tuées et des dizaines d'autres blessées au cours de manifestations qui ont duré dix jours et qui ont vu 78 détenus s'échapper d'une prison à Aquin, une ville du sud d'Haïti. Les violences et nombreuses barricades bloquant les axes majeurs de circulation ont paralysé l'activité économique ces dix derniers jours dans la capitale.

Le président Jovenel Moïse n'a pris la parole devant la nation que le jeudi 14 février, une semaine après le début des manifestations. Au cours d'une allocution télévisée, il a appelé le pays à le soutenir, affirmant qu'il ne démissionnerait pas sous la pression de gangs armés. Les manifestations se sont poursuivies après son discours, mais les rues sont plus calmes depuis dimanche, même si la situation reste très incertaine.

Haïti : vivre, étudier et reconstruire après le séisme

Depuis le tremblement de terre du 6 octobre, la réponse des autorités haïtiennes est lente. La Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (FEPH), partenaire privilégié du Défap dans la région, faisait partie des tout premiers intervenants sur place. Le séisme n'était pas une catastrophe majeure, et n'était en rien

comparable avec la catastrophe de 2010 : la mobilisation internationale est donc restée limitée. Pourtant, les besoins sur place sont nombreux : écoles fragilisées ou qui devront à terme être rasées, matériel scolaire à remplacer… Rencontre avec Christon St Fort, directeur exécutif de la FEPH, qui évoque la situation post-séisme.



Rencontre organisée par la FEPH dans la région touchée au lendemain du séisme © FEPH

En Haïti, l'éducation est un secteur où les besoins sont criants : selon les chiffres de la Banque Mondiale, plus de 200.000 enfants ne sont pas scolarisés. Les écoles publiques sont une petite minorité (9 écoles sur 10 sont des établissements privés); et le niveau général est tellement faible que moins de 5% d'une classe d'âge obtient le bac. Dans ce contexte, la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (FEPH), grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation de 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par le Défap à travers des financements directs et à travers ses envoyés ; elle

fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique.

Or de nombreuses écoles ont été détruites ou fragilisées lorsqu'un tremblement de terre de magnitude 5.9 a frappé le pays, le samedi 6 octobre à 8h12 du soir. Haïti se trouve à la frontière entre la plaque tectonique caraïbe et la plaque d'Amérique du Nord : le risque sismique y est important, et le tremblement de terre de 2010 a notamment laissé un profond traumatisme. Au cours des heures suivant la première secousse, la FEPH a lancé une mission d'évaluation dans les régions directement touchées : le nord-ouest du pays et plus particulièrement les environs de la ville de Port-de-Paix. Y participaient notamment Christon St Fort, directeur exécutif de la FEPH, et Ingrid Hardouin, chargée d'appui aux partenariats, envoyée du Défap. Un mois et demie après ce séisme, Christon St Fort évoque l'évolution de la situation sur le terrain.

Pour aller plus loin :

- *L'actualité du Défap en Haïti*
- *Solidarité avec Haïti après le séisme du 6 octobre*
- *PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France*
- *Le site de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti*

De quelle manière la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti est-elle impliquée dans la réponse au séisme du 6 octobre dernier ?

Christon St Fort : Il faut souligner tout d'abord que la FEPH a l'autorisation de la direction de la Protection civile pour intervenir directement dans les zones sinistrées. Nous avons déjà fait un premier rapport. La FEPH participe aussi aux différents groupes de travail sur la réponse humanitaire. Dans l'immédiat, nous intervenons surtout dans le domaine de l'appui psychosocial : notre première action d'envergure suite au séisme a été une formation à destination des enseignants. Un responsable du ministère de l'Éducation nationale a d'ailleurs souligné, à propos de cette formation à l'appui psychosocial, que la FEPH était la première institution à faire ce genre d'intervention dans la zone touchée par le séisme depuis le 6 octobre.

D'autres actions sont envisagées : notamment une évaluation de l'état de tous les bâtiments scolaires situés dans la région où s'est produit le séisme. Il ne suffit pas de constater qu'il y a des fissures dans un mur : il nous faut l'avis de techniciens compétents pour savoir si le mur est réparable ou si l'école, à terme, s'écroulera – et s'il vaut mieux la raser pour reconstruire. Pour faire une telle évaluation, il faut du temps et des moyens… Un autre aspect, c'est la «peur du béton» : beaucoup d'enfants craignent de retourner en classe, redoutent que le bâtiment ne s'effondre, et il nous faut des éléments pour pouvoir les rassurer.

Quelles sont les actions envisagées à moyen terme ?



L’équipe de la FEPH partant évaluer les besoins : au centre, Ingrid Hardouin, envoyée du Défap © FEPH

Christon St Fort : Il faudra réparer, bien sûr, là où c’est possible ; et pour les écoles qui se révéleront trop endommagées, il faudra reconstruire. Ce qui supposera dans un premier temps de monter des classes transitoires en structures légères : car reconstruire en dur prend du temps, et il faut bien que les élèves puissent poursuivre leur scolarité. Une autre action d’envergure sera l’information sur les risques naturels. La FEPH est déjà impliquée dans des campagnes d’éducation à la gestion des risques et des désastres : il s’agit de sensibiliser à la fois les enseignants et les élèves aux conduites à tenir en cas de catastrophe naturelle. Haïti est un pays particulièrement exposé, qu’il s’agisse de tremblements de terre ou de cyclones.

On sait bien qu'il y aura d'autres séismes. Or si les enfants ne sont pas bien formés, ils ne peuvent pas savoir quel comportement adopter en cas de catastrophe. Voilà pourquoi la FEPH tient particulièrement à développer ces formations dans les écoles.

Enfin, au-delà des bâtiments, il y a tout le matériel scolaire à reconstituer : il faut aider les familles dont les enfants n'ont plus d'affaires de classe, fournir du matériel scolaire aux enseignants quand le leur a été détruit… Ce ne sont pas les projets qui manquent.

Où en est la réponse des autorités haïtiennes face aux conséquences du séisme ?



Christon St Fort © FEPH

Christon St Fort : Elle est plutôt lente. L'État haïtien s'avère malheureusement dépassé par les

événements. Il faut dire que la situation politique n'est pas favorable. Actuellement, il y a des mouvements de protestation dans tout le pays contre le gouvernement en place. La première raison, ce sont les soupçons de corruption : les dirigeants actuels, mais aussi leurs prédécesseurs, sont soupçonnés d'avoir dilapidé les fonds du programme PetroCaribe. C'est un accord régional entre les pays des Caraïbes et le Venezuela, dans lequel Haïti est partie prenante, et qui permet d'obtenir du pétrole vénézuélien à des conditions préférentielles – notamment avec un système de paiements échelonnés. Or 3,8 milliards de dollars affectés à ce programme, et correspondant à des prêts accordés par le Venezuela sous forme de vente à crédit de carburant, remboursables sur vingt-cinq ans avec un taux d'intérêt de 1% par an, semblent avoir disparu… La deuxième raison, liée à la première, ce sont les voix qui s'élèvent au sein de l'opposition au président haïtien, Jovenel Moïse, pour réclamer son départ. Ceux qui avaient protesté contre son arrivée à la présidence voient aujourd'hui, dans le scandale PetroCaribe, un moyen de l'obliger à partir. Le 17 octobre dernier, il y a eu à Port-au-Prince une très grande manifestation contre la corruption. Le 18 novembre, jour de fête nationale, l'opposition a organisé de nouveaux défilés, il y a eu plusieurs morts ; et depuis le pays est bloqué. J'ai vu Port-au-Prince devenir une ville morte pendant plusieurs jours. Les banques restent fermées, tout comme les administrations et les commerces, les transports sont bloqués… Bien évidemment, dans un tel contexte, la FEPH elle aussi a dû reporter certaines de ses activités.

Propos recueillis par Franck Lefebvre-Billiez

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :



- *la* ***Mission Biblique***
- *le* ***Service protestant de mission – Défap***
- *la* ***fondation La Cause***
- *le* ***SEL (Service d'Entraide et de Liaison)***
- ***ADRA-France***
- *l'****Église du Nazaréen***
- ***Réforme***

Solidarité avec Haïti après le séisme du 6 octobre

Un bilan toujours provisoire de 17 morts et près de 350 blessés, des milliers de bâtiments endommagés dont des écoles, des hôpitaux, des églises… Depuis le séisme du 6 octobre qui a frappé le Nord-Ouest d'Haïti, le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter d'évaluer les besoins sur place. Une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante est prévue vendredi : elle sera consacrée à Haïti et à l'Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.



Une vue des dégâts dans une école de Gros Morne © FEPH

La première secousse, de magnitude 5,9, s'est produite au soir du samedi 6 octobre ; et depuis les répliques se succèdent au Nord-Ouest d'Haïti, aggravant les premiers dégâts et ravivant tous les traumatismes du tremblement de terre de 2010. Le ministère de l'Intérieur haïtien a fait état mardi de 17 morts et près de 350 blessés, dont 9 morts dans la ville côtière de Port-de-Paix, la plus proche de l'épicentre, et 7 dans la commune de Gros Morne, plus au sud, du côté de l'Artibonite. Les dégâts sur les constructions et les infrastructures sont très importants : des centaines de maisons détruites, des milliers plus ou moins gravement endommagées ; mais aussi des écoles, des hôpitaux, des églises… Au cours des heures qui ont suivi la première secousse, nombreux ont été ceux qui ont préféré dormir à l'extérieur, dans des campements de fortune, par crainte de voir les bâtiments s'effondrer.

La «peur du béton»

Pour aller plus loin :

- *L'actualité du Défap en Haïti*
- *PLATEFORME HAITI : Présentation sur le site de la Fédération protestante de France*
- *Le site de la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti*

Le Défap se tient en contact étroit avec la Fédération des Écoles Protestantes d'Haïti (la FEPH) et avec ses divers partenaires de la Plateforme Haïti pour tenter de recenser les besoins sur place. Dès le dimanche matin, une équipe du bureau central de la FEPH a quitté

Port-au-Prince pour procéder à une première évaluation. Elle était composée de Christon Saint-Fort, directeur exécutif, de Joël Hilaire, officier de projets et d'Ingrid Hardouin, chargée d'appui aux partenariats. Elle s'est rendue en compagnie des équipes régionales dans les communes de Gros Morne, de Port-de-Paix et de Saint-Louis du Nord, les trois villes les plus affectées par le tremblement de terre. La FEPH, grâce à son réseau de 3000 écoles protestantes, revendique la scolarisation 300.000 enfants. Elle est soutenue directement par le Défap à travers des financements directs et à travers ses envoyés ; elle fait aussi partie des partenaires privilégiés de la Plateforme Haïti, mise en place sous l'égide de la Fédération protestante de France et où le Défap se retrouve aux côtés de divers acteurs du protestantisme français impliqués dans ce pays, comme La Cause ou la Mission Biblique.



Bâtiment endommagé par le séisme © FEPH

Au niveau des seuls établissements scolaires, la FEPH fait état de 34 écoles endommagées à Gros Morne, huit à Port-de-Paix et une école à Saint-Louis du Nord, et évoque le besoin d'un appui psycho-social dans les communautés scolaires. Surtout, son rapport décrit une population traumatisée. «Si l'on ne peut pas parler de crise humanitaire majeure, de nombreux besoins sont existants et justifiés suite à cette catastrophe. Les zones visitées étaient déjà dans une situation vulnérable avant le tremblement de terre, ce dernier ne fait qu'aggraver la situation. Sur le chemin, nous avons croisé de nombreuses familles avec des enfants qui quittaient la région. Dans les rues, on observe aussi de nombreuses familles avec enfants, en sacs à dos, cherchant à quitter la ville. Les familles qui restent, quant à elle, sont rassemblées à l'extérieur dans la rue. Elles se sentent plus en sécurité devant

leurs maisons, il y a une réelle «peur du béton». Donc, aucun camp de sinistrés ni d'abri provisoire n'a été remarqué. (…) N'oublions pas que nous sommes en pleine saison des pluies et que l'infiltration peut aggraver les dommages. (…) À ce jour, toutes les écoles des zones sinistrées sont fermées même si aucune décision ministérielle n'a été prise dans ce sens.»

Une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante



L'équipe de la FEPH partant évaluer les besoins © FEPH

Les infrastructures hospitalières se sont révélées insuffisantes pour faire face à l'afflux des victimes à soigner. «L'hôpital Béraca à Port-de-Paix», n'ayant

«subi aucun dégât majeur (…) est le seul hôpital de la région à pouvoir recevoir les nombreux blessés», indiquait dimanche soir Jean-Claude Raynaud, de la Mission Biblique. Et les secousses ayant été ressenties jusqu'à Port-au-Prince, c'est toute la population haïtienne qui vit désormais dans l'angoisse et le souvenir du tremblement de terre de 2010, qui avait fait alors plus de 230.000 morts. «La panique est générale, nationale, même si les dégâts sont enregistrés surtout dans les départements du Nord-Ouest et du Nord», commentait, également dimanche soir, Fritz Bissereth, directeur d'ADRA-Haïti.

Outre la mobilisation des partenaires de la Plateforme Haïti, une réunion d'urgence du comité Solidarité protestante est prévue vendredi à Paris : elle sera consacrée à Haïti et à l'Indonésie, deux régions frappées par des tremblements de terre.

Le Défap et la Plateforme Haïti

Des liens privilégiés existent de longue date entre la Fédération protestante de France (FPF) et la Fédération protestante d'Haïti (FPH). Le passage de quatre tempêtes dévastatrices sur le territoire haïtien en 2008 (Fay, Gustav, Hanna et Ike) s'était traduit par la création de la Plateforme Haïti, regroupant divers acteurs du monde protestant sous l'égide de la FPF. En 2010, au moment du tremblement de terre qui devait faire plus de 230.000 morts, les réseaux protestants étaient donc bien en place, et la solidarité avait trouvé rapidement des canaux pour s'exprimer. Le président actuel de la Plateforme Haïti est le pasteur Rodrigue Valentin, de l'Église du Nazaréen, et sa coordination administrative est assurée par le Défap. La Plateforme rassemble les acteurs suivants :



- la **Mission Biblique**
- le **Service protestant de mission – Défap**
- la **fondation La Cause**
- le **SEL (Service d'Entraide et de Liaison)**
- **ADRA-France**
- l'**Église du Nazaréen**
- **Réforme**

Haïti dans la tourmente

La Fédération des écoles protestantes d'Haïti (FEPH) mobilise ses troupes pour accompagner les populations à l'heure où le pays ne bénéficie plus du support de la Minustah [mission des Nations unies pour la stabilisation en Haïti] et que la plupart des ONG ont quitté le pays.

Haïti : trois mois après l'ouragan Matthew

Le 3 octobre 2016, l'ouragan Matthew dévastait Haïti. Pertes humaines considérables, dégâts matériels, routes coupées, rivières débordées…malgré une grande mobilisation de la communauté internationale, l'aide peinait à se mettre en place. La Fédération des Ecoles Protestantes d'Haïti (FEPH) déclenchait alors son plan post-catastrophe, afin d'aider les familles qui avaient tout perdu. Qu'en est-il trois mois après le drame ? Le directeur exécutif de la FEPH, Christon St Fort, nous répond.

Les dégâts de l’ouragan Matthew en Haïti : la communauté protestante doit se mobiliser

L’ouragan Matthew, le plus puissant dans les Caraïbes depuis une décennie, a frappé durement Haïti le 3 octobre dernier. Dix jours plus tard, on répertorie 546 morts, sans compter les disparus. Des rivières ont débordé, des ponts se sont effondrés, de nombreuses routes sont toujours coupées, 175 000 personnes sont sans abri. Les dégâts matériels sont considérables et le choléra est en recrudescence. Bien que la situation soit alarmante, l’aide internationale peine à se mettre en place et les convois humanitaires sont de plus en plus souvent attaqués par des personnes désespérées, qui ont tout perdu.

Appel d’urgence à la solidarité protestante

La Fédération protestante de France (FPF) appelle les protestants à se mobiliser pour les haïtiens suite aux dégâts matériels et humains considérables causés par le

passage de l’Ouragan Matthew qui a frappé fortement le sud du pays le 3 octobre 2016.